



L'appel à l'aide de la Maison des écrivains

Cette association, qui organise chaque année un millier de rencontres entre scolaires et auteurs, se dit aujourd'hui menacée. Explications.



Elle aurait dû célébrer son 35^e anniversaire cette année. La Maison des écrivains et de la littérature (MEL) se bat, ces jours-ci, pour sa survie. Cette association, fondée en 1986, est installée depuis 2007 au rez-de-chaussée de l'ancien hôtel particulier des frères Goncourt que lui loue, à prix modique, la Mairie de Paris. Ses onze salariés organisent près d'un millier de manifestations littéraires à destination des scolaires mais aussi des colloques sur des thématiques littéraires à l'attention des universitaires. Ils aident aussi les auteurs qui les sollicitent pour des démarches administratives ou des recherches documentaires.

Face à une diminution continue de ses moyens depuis dix ans, son président, l'écrivain Jean-Yves Masson, par ailleurs professeur à la Sorbonne, tire aujourd'hui la sonnette d'alarme. « Avec l'érosion des subventions publiques, c'est l'existence même de notre maison qui est désormais menacée », confie-t-il. À l'heure où Emmanuel Macron vient de faire de la lecture une « grande cause nationale », la disparition de cette structure tomberait mal.

Lettre ouverte au président

Quatre-vingts auteurs ont publié, le 13 juillet, une lettre ouverte au président de la République lui demandant de sauver l'institution dont le « financement actuel ne lui permet pas d'envisager de verser les salaires de ses permanents pour les trois derniers mois de l'année ». Depuis l'été, deux cents autres signataires ont rejoint cette pétition. « À ce jour, personne à l'Élysée ne nous a répondu. Plus préoccupant, il semble que nous n'ayons pas vraiment l'oreille du cabinet de la ministre de la Culture », émet Jean-Yves Masson. Contacté, ce dernier n'a pas donné suite à notre demande d'entretien.



Initialement placée dans le giron du Centre national du livre (CNL), l'association a vu ses subventions fondre comme neige au soleil, passant en quelques années de 715 000 à 400 000 euros. Notamment après son rattachement à la direction régionale des affaires culturelles (Drac) d'Île-de-France, en 2019. Non content d'être bénévole, le président de la MEL déclare avoir dû avancer les salaires de ses équipes cet été.

« Je ne peux pas financer tout seul cette structure », glisse M. Masson, avant d'ajouter : « Nous avons, certes, le soutien de la région qui prend en charge le paiement de trois des onze salaires de notre association, mais nos interventions se font sur l'ensemble du territoire national et nous ne pouvons donc pas tout faire reposer sur la collectivité francilienne. » Le ministère de la Culture a redit au président de la MEL, en juin, que toutes les Drac de l'Hexagone devaient contribuer à son budget, à hauteur de 100 000 euros au total. Mais dans la réalité, aucune n'a versé son obole, selon l'association.

Dernier recours

La structure ne parvenant plus à joindre les deux bouts, son président a chargé son commissaire aux comptes de lancer une procédure d'alerte devant le tribunal de commerce de Paris. Il évoquera cette situation lors de l'assemblée générale de l'association loi de 1901 qui se tiendra le 17 septembre prochain. Ce pourrait être la dernière. Faute d'être rassuré sur l'avenir de la Maison, Jean-Yves Masson indique, en effet, ne pas avoir d'autre choix que de démissionner de ses fonctions avec l'ensemble des membres du conseil d'administration. Avant de demander la liquidation pure et simple de la Maison des écrivains.

« Notre colère face à sa disparition serait très grande, car nous ne pourrions plus être présents partout où l'on nous demande de porter notre parole », ont prévenu les signataires de la tribune de juillet, parmi lesquels figurent, outre Robert Bober, Olivier Cadiot, Bernard Chambaz, Michel Deguy, Yannick Haenel, Jean-Marie Gustave Le Clézio, Marie NDiaye, Enrique Vila-Matas ou encore Antoine Volodine.

En début de semaine, une rencontre avec Régine Hatchondo, directrice du Centre national du livre, a fait naître chez le président de la MEL l'espoir secret d'un possible retour au sein de cette structure. Il ne s'en est pas ouvert auprès de son interlocutrice. Mais, compte tenu de son rôle dans la promotion du livre et le soutien aux auteurs (les intervenants en classe sont rémunérés), il se verrait bien retourner au CNL, doté de son côté d'un budget de fonctionnement d'un peu moins de 19 millions d'euros. « C'est désormais au président de trancher », conclut Jean-Yves Masson.